L'Opinion, 20 juin 2014

La nouvelle carte des régions dessinée par François Hollande et le calendrier électoral sont désormais entre les mains des sénateurs. Avant de possibles corrections de frontières

Réforme territoriale : trois régions dans l'œil du cyclone

Découpage

Le projet de loi délimitant les nouvelles frontières des régions et prévoyant des élections départementales et régionales en décembre 2015 arrivera en séance publique au Sénat le 1er juillet, en session extraordinaire. Modifications en perspective.

Béatrice Houchard

C'EST UNE COMMISSION spéciale de 37 sénateurs, et non la commission des Lois, qui examinera à partir de lundi le projet qui redessine la carte des régions, prévoit le nombre de conseillers régionaux et fixe à décembre 2015 les prochaines élections régionales et départementales. Une simple « péripétie de procédure », selon le président de la commission des Lois, le socialiste Jean-Pierre Sueur, qui s'est vu imposer cette commission par l'UMP et les communistes. Le rapporteur du texte étant le socialiste Michel Delebarre, c'est à un UMP qu'en reviendra la présidence. Face à la rivalité qui oppose Jean-Pierre Raffarin à Gérard Larcher, tous deux membres de la commission et candidats potentiels à la présidence du Sénat, ce sera sans doute Jean-Jacques Hyest qui sera choisi.

« Je serai beau joueur », confie Jean-Pierre Sueur, qui estime que le projet devrait permettre de « faire une transition nécessaire entre la France du XIXe siècle, structurée autour des communes et des départements, et la France du XXIe siècle, qui le sera autour de régions et de communautés de communes fortes ».

Dès mercredi après-midi (c'était encore dans le cadre de la commission des Lois), le ton était donné : il y a visiblement des régions qui posent problème. Les sénateurs ont pointé du doigt trois difficultés : la fusion entre la Picardie et Champagne-Ardenne ; le regroupement Centre-Limousin-Poitou-Charentes ; le cas de la Bretagne.

La Picardie ne veut pas de Champagne-Ardenne

La fusion serait, selon le mot d'Yves Rome, président du conseil général de l'Oise, un « mariage par exclusion », avec cinq heures de transports pour aller de Beauvais à Reims : « Ce n'est pas un progrès, c'est une régression », fait-il valoir. Et dans l'hypothèse où cette nouvelle région serait quand même validée, l'Oise demanderait aussitôt… à en sortir.

Naguère, la commission Balladur avait suggéré de faire exploser la Picardie pour ajouter l'Oise à l'Ile-de-France, rattacher l'Aisne à la Champagne-Ardenne et la Somme au Nord-Pas-de-Calais. Mais un tel découpage n'est plus à l'ordre du jour. Restent donc deux hypothèses : ou bien regrouper Picardie et Nord-Pas-de-Calais, malgré l'hostilité des élus socialistes du Nord qui ne veulent pas de ce qu'ils appellent « un réservoir de voix FN » ; ou bien fusionner la Picardie avec les deux Normandie. Le président de la Haute-Normandie, Nicolas Mayer-Rossignol, a déjà appelé ses collègues de Basse-Normandie (Laurent Beauvais) et de Picardie (Claude Gewerc) à constituer « une grande éco-région autour de la vallée de la Seine, d'Avranches à la baie de Somme ».

Le casse-tête breton

François Hollande a tranché en faveur de son ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, qui en avait fait un casus belli : on ne touche pas à la Bretagne, une et indivisible. Exit, donc, le rattachement de la région des Pays de la Loire (souhaité par Jean-Marc Ayrault) ou même de la seule Loire-Atlantique avec sa métropole nantaise. Mais les élus socialistes ont fait passer le message au président de la République : les travaux parlementaires risquent de « mettre

SIPA-PRESS

Ancien président de la région Bretagne, le ministre de la Défense **Jean-Yves Le Drian**, a obtenu que celle-ci ne soit ni agrandie, ni redécoupée. Pour l'instant.

Les élus socialistes du Nord ne veulent pas de la Picardie, qu'ils appellent « un réservoir de voix FN »

à mal » les désirs de Jean-Yves Le Drian. « On n'est pas dans un dialogue avec le ministre de la Défense » a même proclamé Bruno le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée.

Mercredi, devant les sénateurs, le président des Pays de la Loire, Jacques Auxiette, a été très clair : toutes tendances politiques et collectivités confondues, les Pays de la Loire ne veulent pas être éclatés entre plusieurs régions. Et « si fusion il doit y avoir, ça ne pourrait être qu'avec la Bretagne ».

La grande région centrale menacée

Personne n'en veut, sauf peut-être Ségolène Royal, élue des Deux-Sèvres et ancienne présidente de Poitou-Charentes, qui redoute de voir son fief absorbé par l'Aquitaine à cause du poids politique du maire de Bordeaux, Alain Juppé.

Cela ne suffira pas à sauver la région Centre-Limousin-Poitou-Charentes, dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'elle n'a aucune cohérence. Dans chacune des trois régions, l'hostilité est totale à gauche comme à droite. L'hypothèse du Limousin et de Poitou-Charentes se mariant avec l'Aquitaine prend du poids. Quant à la région Centre, « elle voir son avenir vers l'Ouest » a affirmé au Sénat Jean-Marie Beffara, vice-président de la région. Et donc vers les Pays de la Loire, objet décidément de beaucoup de convoitises.

Une fois le nouveau découpage validé par le Parlement, fin 2014, la possibilité pour un département de quitter sa région serait validée. A condition que la région d'origine le laisse partir, et que la région à laquelle il souhaite se rattacher accepte de l'accueillir. Et en excluant toute idée de référendum, qui risquerait de tout bloquer en fin de course.

@beachc3

.

Phoca PDF